

régime fédéral canadien. Là encore, nos deux pays se rejoignent sur plusieurs points étant donné que votre gouvernement vise également à cimenter l'unité nationale nigériane.

Au fil des ans, les Canadiens ont pu souscrire et donner leur appui à une grande partie de la politique étrangère dont vous avez la charge, que ce soit aux Nations Unies, dans le Commonwealth ou au sein des diverses institutions africaines où le Nigeria joue un rôle de premier plan. Vous avez indiqué sans équivoque vos objectifs et vos principes, mais vous vous êtes efforcé de les atteindre ou de les appliquer avec souplesse et réalisme, avec la conscience des limites de votre action et soucieux de respecter le droit international et les droits des autres pays. Les dirigeants de nos deux pays auront une fois de plus l'occasion d'unir leurs efforts lors de la Réunion des Chefs de gouvernement du Commonwealth à Kingston, à la fin du mois. En Afrique occidentale, vous avez patiemment érigé des ponts entre les États francophones et anglophones constitués après la période colonialiste et vous avez cherché à rétablir dans un contexte contemporain la coopération traditionnelle qui existait entre les populations de cette région. À cet égard, j'ai été heureux d'apprendre que vos efforts de longue date visant à créer une communauté économique ouest-africaine sont sur le point d'aboutir.

Comme vous le savez, Monsieur le commissaire, le Gouvernement du Canada a entrepris, il y a quelque temps déjà, d'adapter sa politique étrangère en fonction des réalités nouvelles. Certaines de ces réalités sont d'ordre interne; au cours des dernières années, les Canadiens ont pris de plus en plus conscience de leur propre identité et du besoin de l'affirmer avec plus de force sur la scène internationale. Mais ils s'intéressent aussi davantage aux transformations qui s'opèrent dans le monde à l'heure actuelle. Sous ce rapport, le changement le plus important est peut-être l'émergence rapide des pays en voie de développement dans la famille des nations.

Les initiatives politiques radicales que les pays du tiers monde ont prises récemment au sein des Nations Unies et de ses organismes, notamment leur appel en faveur d'un nouvel ordre économique, ont peut-être surpris plus d'un pays; en fait, elles s'inscrivent dans le mouvement historique mis en branle par la décolonisation et l'accession à l'indépendance des populations d'Afrique et d'Asie.

Si nous appuyons les efforts du tiers monde pour accélérer son développement et en arriver à une répartition plus équitable des richesses dans le monde, nous avons été quelque peu inquiétés par les pressions que certaines de ces initiatives ont exercées sur les institutions internationales; non pas parce que nous tenons à conserver à la minorité industrialisée ses pouvoirs au sein de ces organisations, mais surtout parce que nous désirons assurer et même améliorer l'aptitude de ces dernières à résoudre les conflits internationaux, qu'ils soient de nature militaire, politique ou économique.

Le Gouvernement du Canada croit également que nous devons, au-delà des déclarations et des énoncés de principe, rechercher des solutions pratiques aux problèmes très réels soulevés par le tiers monde. Une confrontation prolongée entre les pays en voie de développement et les pays industrialisés serait stérile et dangereuse. À notre avis, il est dans l'intérêt de tous